HAL
open science

Batailles de la faim : jeux d'acteurs, d'échelles et de pouvoir

Pierre Janin, Natalia La Valle, Anne Lhuissier, Thomas Ribémont

To cite this version:

Pierre Janin, Natalia La Valle, Anne Lhuissier, Thomas Ribémont. Batailles de la faim : jeux d'acteurs, d'échelles et de pouvoir. Tracés : Revue de Sciences Humaines, 2021, 41, pp.7-19. 10.4000/traces.12545 . hal-03960884

HAL Id: hal-03960884

https://hal.science/hal-03960884

Submitted on 28 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉDITORIAL

Batailles de la faim : jeux d'acteurs, d'échelles et de pouvoir

PIERRE JANIN

NATALIA LA VALLE

ANNE LHUISSIER

THOMAS RIBÉMONT

« Peu de phénomènes ont influé aussi intensément sur le comportement politique des peuples que le phénomène alimentaire et la tragique nécessité de manger » (de Castro, 1952, p. 21). La faim, problématique ancestrale des sociétés humaines en prise avec différents ordres (matériels et symboliques), est pourtant relativement peu étudiée par les sciences humaines et sociales, du moins en France. Partant de ce constat, nous consacrons ce numéro aux diverses formes de conflits, tensions et expériences de la faim, passées ou actuelles, allant de la sphère de l'intime aux arènes politiques.

Ces dimensions sont d'autant plus prégnantes que la crise actuelle, liée à la pandémie de covid-19, tend à les visibiliser de manière accrue. Depuis 2020, la faim est revenue dans des territoires et des milieux où elle était globalement contenue, à l'instar de ce que l'on a pu observer lors de la crise dite des *subprimes*, en 2007-2008. Elle a été rendue également plus visible parce qu'elle a touché plus intensément des catégories modestes, déjà fragilisées, mais jusque-là plutôt discrètes, dans les sociétés industrialisées que l'on croyait à l'abri (travailleurs mobiles et précaires, étudiants, actifs saisonniers…).

Dans d'autres contextes, caractérisés par des crises chroniques (sécheresse, catastrophes naturelles, conflits), par une grande précarité et par la faiblesse des institutions, on observe un accroissement très important de cas de malnutrition et de personnes en insécurité alimentaire. Loin d'être liée à une quelconque pénurie réelle – en ces temps de prix bas devenus la règle imposée par les marchés – la faim est, ici, davantage le produit d'interactions et d'effets de contagion : la pandémie a précipité des mesures de contrôle et de confinement/contention engendrant une contraction des flux, des activités et des revenus.

De manière plus générale, ce contexte rappelle que la faim s'insère presque toujours, quels que soient les groupes et les espaces considérés (la famille, le milieu du travail, le quartier, etc.), les niveaux de richesse et de développement, dans des rapports de pouvoir, de domination, de conflictualité, mais aussi parfois dans des formes d'arrangement et de consensus, figurant autant de « batailles » de la faim.

Vivre et politiser la faim

La faim est d'abord une sensation immédiate traduisant le besoin de manger, compte tenu de nos exigences physiologiques individuelles, exigences physiologiques que l'animal humain satisfait par des moyens institutionnels, suivant des règles sociales et culturelles (Aymard, Grignon et Sabban, 1993). Elle renvoie aussi à un manque cruel d'aliments qui fait qu'un individu souffre de faim. La faim présente donc ce caractère dual : tantôt phénomène physiologique banal, éprouvé au quotidien, voire inhérent à tout système social ; tantôt une meurtrissure, un mal à éradiquer dans un monde de disponibilités, voire d'abondance. Ces deux dimensions sont intimement liées et font l'objet d'appropriations changeantes, au gré des transformations sociopolitiques et économiques, et de l'évolution des connaissances produites, par exemple en termes de nutrition (Barona, 2012). Elles sont également souvent mises à distance au profit de représentations plus objectivées, les

mots bruts laissant la place à des concepts (« insécurité alimentaire et nutritionnelle ») et à des éléments chiffrés (indicateurs, par exemple) (Mac Auslan, 2009 ; Glasman, 2020), au risque d'euphémiser et de réifier cette réalité.

Lorsqu'elle perdure et qu'elle gagne en intensité, la faim est souvent combattue par des actions prioritaires immédiates qui peuvent demander, pour un temps donné, des règles d'exception, telles que la suppression de taxes à l'importation, ou la mise en œuvre de politiques de rationnement. Des organisations internationales, des États, mais également des associations et des réseaux de solidarité se retrouvent alors en première ligne. Au cœur de ces situations de crise, les catégories et les qualificatifs mobilisés pour rendre compte de la relation d'aide illustrent la nature des liens d'hétéronomie qui se mettent en place : les personnes dans le besoin sont, selon les représentations les plus communes mobilisées dans les mondes de l'aide, tantôt des victimes, des vulnérables (Naepels, 2018), des cibles ou des bénéficiaires, plus ou moins porteurs de revendications (Janin, 2016 ; Ribémont, 2016 ; Bonnecase, 2019). Se dessinent aussi des histoires (Vernon, 2007 ; Thompson, 1988 ; Kaplan, 1982 ; Bourin *et al*., 2011) et des géographies de la faim (Brunel, 1999 ; Castro, 1952 ; Janin, 2010 et 2016) posant la question des vécus de la faim dans leurs différentes dimensions : politique, sociale, économique et culturelle. *De facto*, la faim est un bon analyseur de la manière dont un individu, un groupe, une société perçoit et gère un risque. Elle informe aussi sur notre manière d'être ensemble, et renseigne enfin, sur le niveau d'acceptabilité et de tolérance à l'insoutenable au sein d'une société (Fassin et Bourdelais, 2005). Au-delà, elle dévoile un ensemble de rapports au corps, à l'image de soi comme aux normes. Ces vécus expriment, très souvent, des besoins, des aspirations, et plus encore des insatisfactions. Dans des contextes où les ressources alimentaires sont rares, mal réparties ou contingentées (Corbet, 2014), se nourrir relève, en effet, de combats, avec leurs apprentissages et engagements propres. Le terme de « batailles » invite donc ici à s'intéresser aux arènes dans lesquelles des protagonistes s'affrontent, au travers de luttes, pour la production, l'accès, la redistribution ou le contrôle des aliments, mais aussi pour définir la faim, l'administrer ou la mettre en scène.

Par ailleurs, le thème de la faim est polarisé autour des ressources, d'une part, et des institutions, d'autre part. Les premières conduisent à considérer les stocks et les disponibilités, évidemment fluctuants, en fonction des besoins ; les secondes, par les options économiques et politiques qu'elles définissent et appliquent aux corps et aux sociétés, contribuent à construire de la rareté, de l'inaccessibilité et des inégalités. De l'ampleur de ces dernières mais surtout de leur acceptabilité, découle un ensemble de choix de régulation (Garnsey, 1999) et, donc, autant de positionnements d'acteurs, institutionnels comme sociaux.

Un risque systémique

À la croisée des pratiques, des représentations, des savoirs et des institutions, le terme de « batailles » renvoie aussi explicitement, bien que non exclusivement, aux ouvrages de Tim Lang et Michael Heasman intitulé *Food Wars : The Global Battle for Mouths, Minds and Markets* (2004), de Anthony J. Weis, *The Global Food Economy : The Battle for the Future of Farming* (2007) et de Raj Patel, *The Hidden Battle for World Food System* (2012). Analysant conjointement les modèles productifs, les systèmes sociaux et les régulations politiques, ces trois ouvrages insistent sur les défis liés à la faim, dans un monde marqué par de fortes instabilités et des incertitudes renouvelées. Si les solutions existent pour prévenir et traiter la faim, la volonté de les porter et de les appliquer concrètement, aux différentes échelles concernées, fait parfois défaut. *In fine*, ces défis semblent moins relever du domaine technique que de choix politiques et éthiques.

De tels choix en matière de lutte contre la faim dépendent à la fois des représentations qui orientent les concepteurs de l'action publique et des instruments qui permettent de réaliser les adaptations nécessaires des systèmes agricoles, alimentaires et sociaux (Bernard de Raymond et Thivet, 2021). Ces adaptations s'incarnent notamment dans les transformations des manières de produire, de s'approvisionner, de conserver et de consommer les aliments (Dufumier, 2019), transformations trop souvent appréhendées de manière consensuelle en termes de « transitions globales » (Geels, 2010 ; Hinrichs, 2014), alors même qu'elles font l'objet de résistances, de contradictions, voire de confrontations sur les trajectoires à emprunter (Gasselin *et al*., 2020 et 2021).

De manière schématique, on peut considérer que ces trajectoires s'articulent autour de deux modèles antagonistes : l'un de nature productionniste (Thompson, 1995) et extractiviste, renvoyant à la poursuite de la financiarisation et de la privatisation des ressources ; l'autre, plus soucieux de durabilité et de justice sociale, faisant de l'alimentation « un commun à soigner et à fructifier » (Sumner, 2011) et de la satisfaction des besoins des populations un objectif de « paix sociale et politique nécessaire au développement ». L'un comme l'autre posent la question fondamentale des régimes de gouvernance alimentaire et des modes de régulation (Friedmann, 1995 ; McMichael, 2009 ; Holt Giménez et Schattuck, 2011).

Partant de cette lecture duale, la crise des approvisionnements alimentaires de 2020 confirme, comme on l'a déjà mentionné, que la faim est un risque systémique complexifié par d'autres facteurs tels le dérèglement climatique, la récurrence des conflits ou encore les déplacements subis de populations (Ionesco, Mokhnacheva et Gemenne, 2016), dont on sait qu'ils contribuent à une progression de la faim (Dufumier, 2019). De telles problématiques obligent à repenser la question de la faim au-delà du seul cadre classique de l'insécurité alimentaire et à prendre en considération d'autres acteurs, d'autres échelles et d'autres rapports de domination. Elles font aussi émerger de nouveaux questionnements autour de la frugalité, de la volonté de reterritorialiser certaines productions et de créer des bassins d'approvisionnement de proximité, ou encore, par exemple, autour du partage de la valeur et des richesses au sein des chaînes alimentaires.

Les batailles de la faim : des populations aux experts

C'est à partir de ce cadre général que nous avons construit le dossier. Les textes retenus et présentés croisent plusieurs de ces dimensions : les controverses autour de la définition et de la délimitation de la faim ; la relation stratégique qu'entretiennent des individus ou des groupes à la faim dans le but d'accéder à des droits et des ressources ; la question des conflictualités résultant de la faim, en termes de mobilisations collectives ; enfin, en lien avec ce qui précède, l'utilisation de la faim à des fins de contrôle social et politique des populations ou dans le but d'asseoir ou de maintenir des positions de pouvoir.

Comme dans d'autres travaux qu'Alice Corbet a pu mener sur les dynamiques d'encampement (cf. aussi Agier, 2011, sur cette thématique), en particulier sur les réfugiés sahraouis en Algérie (Corbet, 2006) ou les camps de déplacés en Haïti (Corbet, 2014), l'enquête anthropologique présentée ici s'intéresse aux mécanismes contemporains de gestion de la faim dans la zone Wag Hemra, au nord de l'Éthiopie. À partir de matériaux empiriques récents, cette auteure centre l'analyse sur les politiques gestionnaires de l'État éthiopien pour assurer la sécurité alimentaire des populations dans une région historiquement marquée par la famine et par les tensions avec le pouvoir central. Ce faisant, elle montre comment certains instruments, tel le ciblage de l'aide, permettent au pouvoir en place de maintenir les populations du Wag Hemra dans une position de marginalité, tout en les contrôlant. On aurait pu imaginer que l'action des organisations non gouvernementales (ONG), présentes sur place, parviendrait à contrebalancer ce rapport de domination. L'analyse d'Alice Corbet montre que la réalité est plus nuancée. En effet, à partir des cas de Save the Children, Action contre la faim, et Dan Church Aid, elle met en évidence les mécanismes par lesquels les ONG participent – parfois en connaissance de cause – à justifier les opérations de ciblage des populations via la quantification de l'aide. Et, en retour, à renforcer le pouvoir disciplinaire de l'État éthiopien. Enfin, l'article étudie les ajustements pratiques des populations récipiendaires de l'aide ne s'inscrivant pas dans le temps long du développement. Entre injonctions gouvernementales et stratégies de survie, l'une des conséquences de ces adaptations est l'augmentation des migrations des populations du Wag Hemra, migrations internes vers certaines grandes villes du pays ou, plus rarement, migrations internationales pouvant concerner des adultes ou de jeunes enfants (par conséquent, particulièrement vulnérables).

À partir d'entretiens réalisés avec des paysans et des organisations communautaires, ainsi qu'avec certaines des ONG travaillant dans la région, l'article de Flore Dazet aborde le cas du bas Nord-Ouest haïtien (région touchée par la sécheresse chronique) pour réfléchir aux conditions de possibilité de constitution de l'expérience de la faim en problème politique. L'article montre que ce processus est complexe, soumis à de nombreux tâtonnements et bricolages. Dépendant d'agencements de connaissances et d'interactions dans lesquels les individus et les collectifs s'insèrent, ce processus peut tantôt leur fournir des leviers pour agir, tantôt entraver leur

expérience. Puisant dans la philosophie (Dewey, 1975, 2010) et la sociologie pragmatiste (Quéré et Terzi, 2015), l'auteure propose, à partir de l'expérience de la faim, d'explorer la manière dont les acteurs définissent un problème et produisent des connaissances pour le résoudre, d'aborder la dimension politique de cette réflexivité et de cette capacité d'agir, en interrogeant en particulier la notion de public. Enfin, il s'agit pour elle de mettre en regard les pratiques et les rationalités des deux principales catégories d'acteurs observés, organisations paysannes et ONG.

Éléonore Chanlat-Bernard, de son côté, propose une analyse historique de la famine de 1873-1875 au Bengale qui reste relativement peu connue en France. Comme celle de 1866-1868 en Algérie (Taithe, 2010), elle a touché des populations distantes au sein d'un espace colonial, tout en ayant eu des incidences politiques fortes au coeur de la nation impériale britannique, quelques décennies après l'épisode de la Grande famine en Irlande. Dans les deux cas, d'importantes controverses ont eu lieu, tant sur la reconnaissance, souvent tardive et partielle, de la réalité de la famine que sur son ampleur. L'auteure revient également sur les débats économiques entre une politique de « laisser-faire » et la politique d'importation mise en place dès 1874. Elle montre comment ces options ont contribué à polariser fortement le débat politique et public en Grande-Bretagne, allant jusqu'à opposer les *faminists* et les *antifaminists*. E. Chanlat-Bernard décrit les enjeux de la catégorisation, parfois ostracisante, des affamés, dévoilant ainsi combien les indicateurs nutritionnels jouaient déjà un rôle classificatoire éminent, dans la mesure où leur désignation dépendait des décisions des agents administratifs coloniaux sur le terrain. La tentation est forte, parfois, d'exclure certains dénutris en mettant en avant d'autres registres explicatifs ou, à défaut, de les mettre au travail. En effet, moduler à la baisse le nombre de récipiendaires permet de réduire d'autant la charge budgétaire de l'assistance alimentaire allouée. Au-delà, le texte rappelle avec acuité la dimension morale du gouvernement de la faim, à toutes les échelles de la société.

Le texte de Sarah Privat-Lozé illustre, à son tour, la question de la faim utilisée comme arme politique de contrôle et de destruction des populations. Il permet, à partir du cas de la province de Battambang, de cerner le vécu de la faim des Cambodgiens en nous interrogeant sur ce qu'il dévoile du projet khmer rouge. En avril 1975, l'arrivée des soldats dans ce territoire s'accompagne, en effet, de la réquisition des stocks de riz et de la réduction progressive des rations alimentaires, en même temps que se met en place la cantine commune, pivot paradoxal de l'affamement progressif des populations (un classique en temps de conflit, selon Bentley, 1998). La force du travail historique de Privat-Lozé, mené à partir de témoignages de rescapés, est de montrer les différentes dimensions constitutives de la faim, et en particulier ses aspects sociaux et psychologiques. L'indigence de la composition des plats préparés dans la cantine commune, par exemple, est perçue par les populations comme une négation de leur humanité. De même, l'interdiction de cuisiner et de consommer collectivement à domicile les prive de la dimension sociale et affective des repas et conduit au délitement des liens familiaux. Dans ce cadre, la répression extrême que subissent les populations les oblige à s'adapter et à faire preuve d'ingéniosité pour survivre. Les risques sont à la hauteur des enjeux : rester en vie. Ce texte sensible donne à comprendre l'expérience de la faim dans sa quotidienneté et dans sa dimension politique. Il s'inscrit ainsi dans la ligne des analyses de James A. Tyner et Stian Rice (2015) sur la construction politique de la vulnérabilité par la violence systématique du régime khmer rouge.

Antoine Nséké Missé, traite, également en historien, les zones d'ombre de la richesse alimentaire aux États-Unis, en s'intéressant au principal programme d'aide sociale destiné aux plus pauvres : *Food stamps* (1964-1975). À la fin de son existence, ce programme de coupons échangeables pour des aliments dans des magasins, couvrait l'ensemble du pays et touchait 20 millions de personnes. Il n'était pas le premier, et d'autres ont suivi, comme le révèle la liste des activités du *Food and nutrition service* du Ministère de l'agriculture étasunien sur internet. Dans ce travail, l'auteur exhume le vécu des protagonistes du programme (bénéficiaires, demandeurs, promoteurs,…) à travers l'analyse de 300 courriers adressés au ministère de l'agriculture. Les courriers de demandeurs non bénéficiaires restent les plus poignants, rappelant le caractère sensible des vies derrière la froideur des données statistiques agrégées par les administrations. Inversement, les critiques sont peu nombreuses, au-delà de la figure classique du « pauvre assisté non méritant » et du préjudice (éventuel) pour les petits commerçants locaux. Ce texte a la vertu de nous rappeler combien la lutte contre la précarité alimentaire reste (toujours) d'actualité, fût-elle controversée. Et ce, d'autant plus, dans un pays où les notions de responsabilité et de liberté individuelles sont souvent mises en avant pour circonscrire les missions et les dépenses de l'État

fédéral (Dickinson, 2019). Si un rebond économique est attendu aux États-Unis en 2022, les données récentes montrent aussi l'ampleur des besoins. Or, les formes de protection auxquelles la faim permet de prétendre ne se limitent pas aux ressources institutionnelles (État, collectivités locales, associations).

En suivant des glaneurs de fin de marché, Martin Manoury montre que les pratiques de récupération alimentaire permettent d'accéder à des ressources matérielles, mais forment surtout le support de réseaux d'entraide et de solidarité. Si ces pratiques se fondent sur une organisation collective du glanage et des liens de solidarité entre glaneurs, l'auteur met en évidence de quelle façon elles s'appuient, par ailleurs, sur des relations d'échange et de réciprocité entre glaneurs et commerçants. Ces relations procurent aux premiers des « protections rapprochées » qui reposent sur des interdépendances matérialisées par des systèmes de transactions non marchandes. Structurées par des valeurs morales d'entraide, ces relations se mettent en place entre personnes partageant des trajectoires ou des conditions de vie similaires (ou perçues comme telles). L'un des intérêts du travail sociologique de Manoury est de montrer que ces protections rapprochées n'entrent pas en concurrence avec les droits et ressources dont bénéficient les glaneurs du fait de leur condition précaire : elles viennent, en revanche, pallier la faiblesse d'autres instances de solidarité dont les habitués des fins de marché sont généralement éloignés, qu'il s'agisse du statut lié à l'emploi ou de la famille comme institution sociale protectrice.

La faim, comme le montrent les textes de Clément Petitjean et, à sa suite, celui de Michelle Velasquez-Potts, peut aussi être transformée en ressource contestataire. L'article de Petitjean se penche sur la grève de la faim que des parents d'élèves du lycée Dyett, à Chicago, ont menée en 2015 pour sauver le dernier établissement public non sélectif d'un des quartiers les plus ségrégués de la ville. En s'appuyant sur une enquête ethnographique menée auprès de *community organizers* à Chicago, l'auteur retrace une trajectoire originale de mobilisation, allant de la lutte défensive à l'élaboration de projets visant de meilleures conditions d'étude pour les jeunes. Après avoir montré comment la grève de la faim se construit dans une relation d'opposition au pouvoir politique municipal, le texte de sociologie politique rappelle les caractéristiques sociales et raciales des grévistes ainsi que les ressorts de leurs engagements. Enfin, l'auteur aborde la manière dont la grève de la faim s'intègre à un répertoire d'action plus large qui, à son tour, participe à la construction de la *community*, notion avec laquelle on désigne à la fois les réseaux de sociabilité ordinaire et leurs territoires. À partir du cas de cette mobilisation, en prêtant attention aux personnes qui l'ont portée, à leurs relations mais aussi à leur corporéité, l'article invite à se pencher sur ces organisations communautaires en tant que formes cardinales d'organisation politique des classes populaires urbaines aux États-Unis (Talpin, 2016).

La grève de la faim est aussi au coeur de la note de Michelle Velasquez-Potts, qui se penche sur l'utilisation de l'alimentation forcée par l'administration pénitentiaire américaine comme réponse aux grèves, menées depuis 2002, dans la prison de Guantanamo. À partir du film *Hunger* de Steve McQueen (2008), l'auteure compare la grève de la faim menée, en 1981, par Bobby Sands et ses camarades membres de l'IRA et de l'INLA, avec d'autres expériences de ce type, en particulier celle de nombreux prisonniers de la base navale étasunienne, dépossédés par l'institution médico-pénitentiaire de leur capacité d'action politique. L'auteure montre comment se met en place, à Guantanamo, une « administration punitive de la sonde (*tube*) » : la sonde nasogastrique et l'alimentation forcée que cet instrument sert, deviennent le moyen technique emblématique pour réprimer la vie – politique et relationnelle – des détenus. L'alimentation forcée, mais aussi la « mort lente » qu'implique l'emprisonnement à vie, relèvent de techniques biopolitiques visant à imposer le « temps souverain » de la prison, exempt d'événements, ainsi que, plus largement, le contrôle total de la vie et de la mort. Le fait que l'alimentation forcée n'ait pas été utilisée en 1981 permet selon l'auteure de considérer les particularités de la période que nous vivons, en particulier son utilisation post-11 septembre en tant que technique du pouvoir diluant la frontière entre vie et non-vie. Une dilution que l'auteure qualifie d'« animation suspendue » (*suspended animation*).

Les deux derniers textes du numéro portent sur les impacts de la crise de la covid-19 : sur l'aide alimentaire à Paris, autour du Samusocial, pour le premier, et, pour le second, sur les programmes d'une ONG internationale luttant contre la faim et la malnutrition, Action contre la faim.

L'enquête menée par Lorraine Guénée, Erwan Le Méner et Odile Macchi conduit à s'interroger sur les nouveaux types de bénéficiaires de l'aide alimentaire qui seraient apparus avec la crise et le

premier confinement en mars 2020. Menée auprès de différents points de distribution alimentaire dans Paris et la petite couronne pendant le premier confinement, leur enquête conduit à relativiser ce constat. Ils montrent, d'une part, comment le confinement a d'abord entraîné un renouvellement des lieux et des personnels des distributions alimentaires, participant ainsi du sentiment de nouveauté. Ils observent, d'autre part, que l'aide alimentaire a pris plus d'importance pour ses bénéficiaires, à la fois comme ressource compensatoire et comme occasion de sociabilité précieuse en cette période de confinement. Enfin, l'analyse de quelques cas de personnes n'ayant jamais auparavant eu recours à l'aide alimentaire conduit les auteurs à dépasser la césure « anciens nouveaux » pour analyser la crise non comme une rupture soudaine, mais comme une « force de déséquilibre » qui contribuerait à visibiliser les difficultés que tout un pan de la population connaît, dans des périodes plus routinières, pour se nourrir.

Enfin, dans l'entretien avec Jean-François Riffaud, Directeur général d'Action contre la faim (ACF), nous nous intéressons au regard que porte cette ONG sur la nature et les effets de la crise pandémique de covid-19, ainsi que sur ses propres pratiques humanitaires. Alors même que la circulation du virus et ses taux de reproduction étaient bien moindres qu'en France, les pouvoirs publics de la plupart des pays pauvres ont pris des mesures de protection et de confinement aux lourds effets socioéconomiques et psychologiques. Pour preuve, entre avril et juin 2020, la fréquentation de certains centres de soin dont s'occupe ACF, notamment destinés aux enfants, a baissé de 20 à 50 %. L'Organisation des Nations unies (ONU), de son côté, prévoit que les personnes souffrant de malnutrition aiguë seront bientôt 230 millions au niveau mondial (contre 150 millions fin 2020), soit 20 % de plus.

Outre l'importance et le caractère délétère des effets secondaires des mesures de protection, la prévalence de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire devançant la prévalence clinique liée au virus, Jean-François Riffaud souligne un contexte de très forte incertitude, rendant la prise de décision particulièrement difficile et faisant apparaître des logiques contre-intuitives (les populations les plus affectées par le virus ne sont pas nécessairement les plus vulnérables). Tout cela révèle, s'il en était encore besoin, l'extrême fragilité des systèmes de santé et de protection sociale des pays les plus pauvres, la corrélation entre injustices sociales, économiques, culturelles, inégalités de genre et faim, ainsi que la nature éminemment politique du problème. Comme le montrent d'autres contributions à ce numéro, circonscrire la représentation de la faim à des événements exceptionnels (sécheresse, guerres…), et réduire son traitement à un plan technique, entrave non seulement sa compréhension mais aussi la capacité à porter un regard critique sur les effets inattendus, parfois ambivalents, de certaines actions. Les relations entre faim et politique sont étroites et fortes ; la faim est un phénomène construit, inhérent aux systèmes et aux sociétés humaines, et ce, quels que soient le niveau de ressources disponibles, les régimes politiques ou de gouvernance, comme l'ont rappelé les textes composant notre dossier. Les diverses batailles ici décrites et analysées font la part belle aux subjectivités, à l'expérience vécue, aux pratiques des acteurs collectifs, aux conflits et intérêts en jeu. Cette perspective est très éloignée de celles de l'agenda international de lutte contre la faim et de réalisation de l'Objectif n°2 du développement durable, qui se présentent comme pouvant être atteintes, par une sorte de pensée magique, par la diffusion d'innovations, la mise à l'échelle de projets, l'adoption de cadres d'action harmonisés… et l'injonction à la responsabilisation/ autonomisation des individus. Des perspectives qui, à de nombreux égards, épousent celles qui sous-tendent la gouvernance néolibérale.

Le double prisme politique et expérientiel retenu pour ce numéro de *Tracés* apparaît généralement comme un angle mort, voire un impensé, pour de nombreuses institutions (appareils d'État, acteurs de l'aide et du développement, etc.), qui déclinent la lutte contre la faim en objectifs normés, selon un processus décrit bien souvent comme linéaire et consensuel. Or, la nature constituée des pouvoirs et des visions antagoniques de la faim (Bernard de Raymond et Thivet, 2021) contredit – à l'instar d'autres défis transversaux posés aux sociétés – les lectures technocratiques : les batailles naissent et se cristallisent du fait de rapports de domination, de logiques et d'intérêts opposables. Nous espérons ici apporter des connaissances et des pistes de réflexion qui contribueront à faire de la faim un problème public et de l'alimentation un bien commun.

Bibliographie

Agier Michel, 2011, « L'encampement du monde », *Plein droit*, vol. 90, no 3, p. 21-24.

Aymard Maurice, Grignon Claude et Sabban Françoise éd., 1993, *Le temps de manger : alimentation, emploi du temps et rythmes sociaux*, Paris, Éditions de la MSH – INRA Éditions.

Barona Josep L., 2012, *From Hunger to Malnutrition : The Political Economy of Scientific Knowledge in Europe, 1818-1960*, Bruxelles, Peter Lang.

Bentley Amy, 1998, *Eating for Victory : Food Rationing and the Politics of Domesticity*, Urbana, University of Illinois Press.

Bernard de Raymond Antoine et Thivet Delphine éd., 2021, *Un monde sans faim. Gouverner la sécurité alimentaire*, Paris, Presses de Sciences Po.

Bonnecase Vincent, 2019, *Les prix de la colère. Une histoire de la vie chère au Burkina Faso*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Bourin Monique, Carocci Sandro, Menant François et To Figueras Lluís, 2011, « Les campagnes de la Méditerranée occidentale autour de 1300 : tensions destructrices, tensions novatrices », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, no 3, p. 663-704.

Brunel Sylvie, 1999, *La faim dans le monde : comprendre et agir*, Paris, PUF.

Castro Josué de, 1952, *Géopolitique de la faim*, Paris, Éditions Ouvrières.

Corbet Alice, 2006, « Les campements de réfugiés sahraouis en Algérie : de l'idéel au réel », *Bulletin de l'Association de géographes français*, Territoires d'exil : les camps de réfugiés, no 1, p. 9-21.

Corbet Alice, 2014, « Dynamiques d'encampement : comparaison entre un camp formel et un camp informel en Haïti », *Cultures et conflits*, no 93, p. 87-108.

Dewey John, 2010 [1927], *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.

Dewey John, 1975 [1916], *Démocratie et éducation. Introduction à la philosophie de l'éducation*, Paris, Armand Colin.

Dickinson Maggie, 2019, *Feeding the Crisis Care and Abandonment in America's Food Safety Net*, Oakland, University of California Press.

Dufumier Marc, 2019, « Protéger l'agriculture paysanne », *Action contre la faim*, 16 avril, [URL : https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/g7-marc-dufumier- protegerlagriculture-paysanne].

Fassin Didier et Bourdelais Patrice éd., 2005, *Les constructions de l'intolérable : études d'anthropologie et d'histoire sur les frontières de l'espace moral*, Paris, La Découverte.

Fraser E.D.G. et Rimas A., 2010, *Empires of Food : Feast, Famine and the Rise and Fall of Civilizations*, New York, Free Press.

Friedmann Harriet, 1995, « The international political economy of food : A global crisis »,

International Journal of Health Services, vol. 25, no 3, p. 511-538.

FAO, IFAD, Unicef, WFP and WHO, 2020, *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming Food Systems for Affordable Healthy Diets*, Rome, FAO.

Garnsey Peter, 1999, *Food and Society in Classical Antiquity. Key Themes in Ancient History*, Cambridge-New York-Melbourne, Cambridge University press.

Gasselin Pierre, Lardon Sylvie, Cerdan Claire, Loudiyi Salma et Sautier Denis, 2020, « The coexistence of agricultural and food models at the territorial scale : An analytical framework for a research agenda », *Review of Agricultural, Food and Environmental Studies*, no 101, p. 339-361.

Gasselin Pierre, Lardon Sylvie, Cerdan Claire, Loudiyi Salma et Sautier Denis éd., 2021, *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires. Un nouveau paradigme du développement territorial ?*, Versailles, Éditions Quæ.

Geels Frank W., 2010, « Ontologies, socio-technical transitions (to sustainability), and the multi-level perspective », *Research Policy*, vol. 39, p. 495-510.

Glasman Joël, 2020, *Humanitarianism and the Quantification of Human Needs. Minimal Humanity*, New York, Routledge.

Hinrichs Clare C., 2014, « Transitions to sustainability : A change in thinking about food systems change ? », *Agricultural and Human Values*, vol. 31, p. 143-155.

Holt Giménez Eric et Shattuck Annie, 2011, « Food crises, food regimes and food movements : Rumblings of reform or tides of transformation ? », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, no 1, p. 109-144.

Ionesco Dina, Mokhnacheva Daria et Gemenne François, 2016, *Atlas des migrations environnementales*, Paris, Presses de Sciences Po.

Janin Pierre, 2010, « Faim et politique : mobilisations et instrumentations », *Politique africaine*, no 119, p. 5-22.

Janin Pierre, 2016, *Une géographie de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Temporalités et spatialités du risque et de la décision*, Paris, Habilitation à diriger des recherches, Université Paris 1, vol. 2.

Kaplan Steven L., 1982, *Le complot de famine. Histoire d'une rumeur au XVIIIe siècle*, (trad. Michèle et Jacques Revel), Paris, Éditions de l'EHESS.

Laé Jean-François, Farge Arlette, Cingolani Patrick et Magloire Franck, 2004, *Sans visages. L'impossible regard sur la pauvreté*, Paris, Bayard.

Lang Tim et Heasman Michael, 2004, *Food Wars : The Global Battle for Mouths, Minds and Markets*, Londres, Earthscan.

Lerin François et Louafi Sélim, 2009, « "Tout bouge, rien ne change ?" De la difficulté à considérer la sécurité alimentaire comme bien public global », *Courrier pour la planète*, no 91, p. 4-7.

MacAuslan Ian, 2009, « Hunger, discourse and the policy process : How do conceptualizations of the problem of "hunger" affect its measurement and solution ? », *European Journal of Development Research*, vol. 21, no 3, p. 397-418.

McMichael Philip, 2009, « A food regime genealogy », *Journal of Peasant Studies*, vol. 36, no 1, p. 139-169.

Naepels Michel, 2018, *Dans la détresse : une anthropologie de la vulnérabilité*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Patel Raj, 2012, *Stuffed and Starved. The Hidden Battle for the World Food System*, New York, Melville House.

Quéré Louis et Terzi Cédric, 2015, « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique », *SociologieS* [en ligne], Dossiers, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, [URL : http://sociologies.revues.org/4949].

Ribémont Thomas éd., 2016, *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire. À la croisée des regards et des disciplines*, Paris, Presses de la Sorbonne-Nouvelle.

Sumner Jennifer, 2011, « Serving social justice : The role of the commons in sustainable food systems », *Studies in Social Justice*, vol. 5, no 1, p. 63-75.

Taithe Bernard, 2010, « La famine de 1866-1868 : anatomie d'une catastrophe et construction médiatique d'un événement », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, no 41, p. 113-127.

Talpin Julien, 2016, *Community organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, Raisons d'agir.

Thompson Edward P., 1988, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIIIe siècle », *La guerre du blé au XVIIIe siècle : la critique populaire contre le libéralisme économique*, F. Gauthier et G.-R. Ikni éd., Montreuil, Éditions de la Passion, p. 31-92.

Thompson Paul B., 1995, *The Spirit of the Soil : Agriculture and Environmental Ethics*, Londres, Routledge.

Tyner James A. et Rice Stian, 2015, « To live and let die : Food, famine, and administrative violence in Democratic Kampuchea, 1975–1979 », *Political Geography*, no 48, p. 1-10.

Vernon James, 2007, *Hunger : A Modern History*, Cambridge, Harvard University Press.

Weis Anthony John, 2007, *The Global Food Economy : The Battle for the Future of Farming*, Londres-New York, Zed Books